

**Liaison**

**Liaison**  
La revue des arts | Acadie | Ontario | Ouest

## **Sudbury** **Un carrefour où on tourne en rond**

Yolande Jimenez

---

Number 58, September 1990

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/42707ac>

[See table of contents](#)

---

Publisher(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (print)

1923-2381 (digital)

[Explore this journal](#)

---

Cite this article

Jimenez, Y. (1990). Sudbury : un carrefour où on tourne en rond. *Liaison*, (58), 32–33.

---

Tous droits réservés © Les Éditions l'Interligne, 1990

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

---

**érudit**

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

# Un carrefour où on tourne en rond

par Yolande Jimenez

En 1950, le père Albert Regimbal demandait à deux jeunes francophones de Sudbury, qu'il avait surpris en train de se battre dans la rue, s'ils voulaient prendre des cours de boxe. C'est ainsi que naît le Centre des jeunes, aujourd'hui rebaptisé Carrefour francophone. Pendant trois décennies, le Centre des jeunes a accueilli et formé nombre de jeunes francophones. Plusieurs leaders actuels de la communauté franco-sudburoise et franco-ontarienne ont passé leur enfance au Centre des jeunes. On y donnait des cours de musique, de dessin, de poterie, de danse; on mettait à la disposition des jeunes des locaux sans prétention pour la tenue d'activités spéciales et de spectacles. Le Centre demeurait, à cette époque, un lieu privilégié de rencontre.

Mais la dernière décennie a vu poindre une inquiétude chez ces mêmes leaders. Depuis que l'établissement loge dans l'ancien Hôpital Saint-Joseph, toutes sortes de rumeurs circulent au sujet de sa gestion: fondées ou non, elles ne sont pas publiquement démenties et le Carrefour semble entretenir une image négative. Chose certaine, on n'avait pas prévu qu'un édifice de cette taille exigerait de gros sous pour être chauffé, entretenu et géré. « On n'avait pas envisagé la nécessité de rénover et meubler une bâtisse en si piteux état », souligne Yvette Bradley, employée du Carrefour depuis presque vingt ans. « Les rénovations et l'achat de mobilier nous ont conduits à une dette de 800 000 \$, qu'on a seulement fini de rembourser l'an passé », ajoute celle qui est aujourd'hui devenue directrice du Centre Alpha.

**Cours de danse au Centre des jeunes en 1976.** Photo : archives du Carrefour francophone de Sudbury



La décision de se doter d'un toit bien à soi est chose courante chez les centres culturels. Les pressions gouvernementales vont même dans ce sens. Le Carrefour francophone est donc propriétaire d'un « immense complexe qui coûte 130 000 \$ par année pour être simplement chauffé », précise le directeur général Jean-Guy Bigeau. « On a hérité d'un éléphant blanc qu'il faut rentabiliser », ajoute celui qui est en poste depuis 1986. Et c'est là que le bât blesse. Qu'on le pense tout bas ou qu'on le dise tout haut, le prix à payer pour cette rentabilisation est bien lourd. Arnel Michel, membre du conseil d'administration depuis dix ans, soutient « qu'il a fallu faire des changements à la programmation, annuler des cours faute de pouvoir payer les moniteurs et abandonner le camp d'été pour jeunes à l'Ile-aux-Chênes. »

Jean-Charles Cachon, professeur de commerce à l'Université Laurentienne, admet qu'il n'est pas facile de gérer un édifice comme celui-là. « Mais ce n'est pas une excuse suffisante aux problèmes que connaît le Carrefour. Bien des gens au centre-ville rentabilisent leurs opérations par la location. » Or, le Carrefour francophone n'a pas su ou pas pu garder les organismes artistiques qui s'y sont installés. Jean-Guy Bigeau se s'inquiète pas outre mesure : « La force du Carrefour n'est pas dans le regroupement mais dans la formation. Les organismes qui ont quitté l'ont souvent fait par désir d'autonomie, ce dont on peut se réjouir. »

Le problème reste entier. Si on ne rentabilise pas par la location, ce sont les activités qui en souffrent. Les jeunes ont déjà déserté l'institution : on n'y organise plus ou presque plus d'activités à leur intention. La spontanéité de la jeunesse n'a plus sa place dans cette institution devenue somme toute trop grosse. Même les heures d'ouverture nuisent à l'effervescence des jeunes. Pour Bigeau, le problème en est surtout un d'ambiance, d'accueil et de marketing. « Quand je suis arrivé, il n'y avait pas de système administratif, pas d'informatique, pas de véhicule de communication, pas de focus. Il nous restait une partie de la dette à payer. Il a fallu se ramasser, se repositionner, se remettre en question. Et pendant cette période, on a perdu notre visibilité dans la communauté. »

Erreur stratégique? N'est-il pas curieux que cette remise en question se soit faite à l'insu de la communauté? N'aurait-il pas été possible de se doter d'une base administrative et financière tout en accueillant la communauté? Car si la période de remise en question est terminée, le Carrefour doit maintenant faire un bon bout de chemin pour se replacer sur la carte. Les membres présents à la dernière assemblée annuelle ne s'objectent pas à ce que le Carrefour soit « une business gérée comme une business », mais souhaitent une pro-



grammation moins hétéroclite, moins menaçante de rigidité, et beaucoup plus conforme aux aspirations de la communauté franco-sudburoise.

Yvette Bradley craint que le Carrefour devienne un centre d'immersion. On y retrouve l'École de langues qui offre un nombre considérable de cours de français, langue seconde, et de cours d'anglais pour francophones ou immigrés. À ce sujet, Jean-Charles Cachon trouve « qu'il est inadmissible de donner des cours d'immersion, pendant qu'on supprime nos cours de danse ou d'art parce qu'ils ne sont pas rentables. » Jean-Guy Bigeau soutient pour sa part que « c'est la seule école de langue à Sudbury et, qui plus est, que c'est très rentable. » Comme cette école de langues est le résultat d'une affiliation avec le Collège communautaire Cambrian, on comprend pourquoi le Carrefour francophone a tergiversé dans le dossier du futur collège du Nord, finissant par appuyer la création d'un collège... à la condition qu'il lui offre les mêmes sources de financement!

Pour un organisme en quête de devenir leader d'une communauté qui souffre de concertation, n'aurait-il pas été plus stratégique de suivre précisément la concertation générale qui, dans ce dossier, menait tous les organismes de la région à appuyer inconditionnellement la création d'un collège du Nord?

Le Carrefour offre aussi des cours aux fonctionnaires municipaux, provinciaux et fédéraux. Est-ce son mandat? Est-ce une priorité financière? Selon Danielle Tremblay, conservatrice de la Galerie du Nouvel-Ontario, « notre mandat est de desservir et de promouvoir le milieu artistique, entre autres par le biais d'une programmation. Mais la priorité du Carrefour, c'est le budget. On doit reviser à la baisse deux fois par année. Comment alors travailler professionnellement avec des artistes? » Ce genre de révisions devrait maintenant cesser puisque la subvention du Conseil des arts de l'Ontario est accordée selon des critères plus strictes. Danielle Tremblay s'en réjouit. « Au moins, on saura à quoi s'attendre. Les décisions du comité aviseur pourront être concrétisées. »

Le directeur général prévoit des changements au niveau de la programmation culturelle. Le manque de promotion et de participation ne serait qu'un simple problème de marketing, selon le président de l'organisme, Georges Boudreau. Mais Jean-Charles Cachon n'est pas du même avis : « Il y a un problème de marketing quand un produit existe. Or, le Carrefour ne répond pas aux besoins de la communauté. La perception qu'on a de l'extérieur est la suivante : une bureaucratie avec beaucoup de personnel administratif, une institution qui semble survivre pour elle-même. Le problème en est un de leadership, de relation entre l'équipe dirigeante et la population. À l'origine, c'était la communauté qui dirigeait le Carrefour; aujourd'hui, c'est une institution autogérée. »

Lors de la dernière assemblée annuelle, une partie de la communauté a pourtant décidé d'aller de l'avant, faisant élire dix nouveaux membres au conseil d'administration. Normand Renaud fait partie de ceux-là : « à l'origine, notre implication a été motivée par un sentiment d'insatisfaction, un sentiment intuitif que le Carrefour n'occupait pas toute la place, qu'on pouvait attendre plus de lui, compte tenu des ressources. » Le directeur général partage la préoccupation des nouveaux élus : « Nous nous sommes volontairement retirés de la scène, ces dernières années, pour une période de réflexion. Nous avons fait des études. Nous révélerons notre plan d'action cet automne. »

Stratégie de la direction pour récupérer le mouvement contestataire de la dernière assemblée annuelle ou véritable désir de changement? L'avenir le dira. Entre-temps, le Carrefour se lance dans une campagne pour recruter 2 000 membres. Une loterie a aussi été créée pour réduire le déficit cumulé de 100 000 \$. Le dépliant publicitaire parle de « participation utile à la vie communautaire et de formation susceptible d'accroître la compétence générale ou spécifique des individus ». Le Carrefour, lit-on, a pour mandat « d'élargir le champ des connaissances, de faire vivre des expériences agréables, de devenir un lieu de rencontre et de ralliement », mais il n'est jamais fait mention d'art ou d'artistes...

### La Galerie du Nouvel-Ontario loge au Carrefour francophone.

Photo d'archives